

ENJEUX, JEUX ET RESULTATS DU REFERENDUM SUR LA CONSITUTION EUROPEENNE

Le 29 mai 2005, 54,67% de non au projet constitutionnel européen. Les enjeux géographiques du projet sont :

- ★ Représenter tous les Etats membres et éviter les déséquilibres ;
- ★ Donner une personnalité juridique à l'UE en créant un Etat supranational avec à sa tête un Président.

Le libre échange renforcé n'affecte pas les frontières déjà tracées.

A travers ce non et les enjeux spatiaux, une problématique : **Quel est l'impact des facteurs spatiaux sur le comportement électoral des électeurs français ?**

On se base sur la répartition des votes :

Résultats

★ Référendum européen de 2005

- **Régions** : Disparités entre départements et disparités locales. Le non reste majoritaire. Deux extrêmes : le Nord Pas de Calais (69,5% non) ; Paris (66,45% oui). La Bretagne traditionnellement à droite vote oui à l'inverse de la région PACA (54,67% non).
- **Villes/Campagne** : Le oui est majoritaire dans la plupart des grandes villes. Dans les régions agricoles (Centre, Limousin, Haute Saône) le non domine.
- **Centres-villes/périphéries** : Même lorsque les villes votent non, les centres et les quartiers aisés votent oui.

★ Référendum de Maastricht de 1992 : l'évolution des tendances politiques entre 1992 et 2005

Les enjeux de 1992 ne sont pas loin de ceux de 2005 : exprimer sa conception de l'Europe et accepter ou non de lui donner plus de pouvoir. On retrouve les mêmes régions du non :

- Nord
- Région centre élargie (Dordogne - nord de la Bourgogne)
- Littoral méditerranéen, Corse incluse

La Bretagne et l'Alsace ont également voté oui.

Les villes de province se sont européanisées : les votes sont plus favorables au oui en 2005.

★ Election présidentielle de 2002 : les orientations politiques et leur répartition

La région PACA et le Nord Est votent massivement Le Pen ; le Nord et le Centre, extrême-gauche. Le vote non semble superposable au vote extrême. L'extrême droite exprime son inquiétude face à l'immigration. L'extrême gauche craint la perte des acquis sociaux.

Les villes ont un vote centriste ou modéré (PS/UMP). Les zones rurales sont plus extrêmes (FN/PC) ou sensibles à des partis comme le CNPT.

Analyse

Trois clivages :

Régions : dynamique et histoire

Les disparités entre régions :

- ★ **Les variables économiques** constituent des facteurs d'influence :

- En 92, ont voté non les régions voulant échapper aux quotas européens

- Le non des régions Nord-Pas-de-Calais et de la frontière Belge, zones d'anciennes industries : peur face aux délocalisations et à l'absence de politique de protection commerciale
- Le non des régions agricoles : crainte de perdre la PAC
- ★ Des régions sont ancrées par **leur histoire** dans un mouvement politique (anciennes régions minières à l'extrême gauche ; Vendée influencée par Villiers)
- ★ Des **événements plus récents** viennent renforcer ces orientations. Ex Bretagne : vote « vert » (effets des marées noires).

La diversité au sein des régions : reflet des divers courants de Droite et de Gauche et des changements de comportement plus rapides qu'au niveau national. La présence de grandes villes joue un rôle majeur.

Urbain/Rural : avancée

Ce clivage s'inscrit dans l'avance des villes : mise en réseau, cosmopolitisme, densité, leurs offrent des populations plus informées et favorables à l'Europe.

En zones urbaines, les professions intellectuelles sont nombreuses et la population est jeune alors qu'elle est plus âgée et à dominante agricole en zones rurales.

Par ailleurs, le fait qu'en 2005 une tendance plus proeuropéenne des villes de province soit observable montre qu'elles ont en partie rattrapé l'avance passée du bassin parisien.

Centre/périphérie : réseaux et richesses

En général, le centre-ville se caractérise par la concentration des richesses, des revenus moyens/hab. plus élevés et des professions intermédiaires et intellectuelles.

Au niveau local les réseaux famille/amis/collègues et le flux d'informations permettent une ouverture sur le monde extérieure. Les espaces plus éloignés et enclavés auront des tendances extrêmes, synonymes d'exclusion. Cela est aussi vrai pour les zones rurales.

REPRISE MODERATION

Se méfier des cartes ?

Les cartes oui/non par département laissent croire que la quasi totalité du territoire français a voté non. Sur un cartogramme chaque unité spatiale est à l'échelle qui correspond à sa population : le rendu visuel est réaliste, moins caricatural.

Intérêt de la géographie électorale ?

D'après H. Le Bras, il y a autonomie des tendances politiques expliquant l'existence d'ensembles régionaux des orientations politiques. Un électeur s'insère dans un « *environnement concret* » et ne pratique pas un vote de classe. Son opinion est déterminée par un vécu et est la persistance des crises traversant son lieu de vie.

La géographie électorale ne rejette pas les facteurs économique sociaux mais considère que la construction du politique dans un lieu procède surtout de logiques ancestrales. La géographie électorale montre la multiplicité des ensembles politiques « *incapables de se fédérer durablement car liés par des intérêts et des histoires trop distincts* ». Elle invite à se méfier des constructions intellectuelles et à chercher à connaître l'histoire et les caractéristiques d'une région avant de tirer des conclusions sur ses tendances.¹

Déterministe ?

¹ Les citations sont extraites de H. Le Bras, *Une autre France*, éd. Odile Jacob, 2002.

Si l'orientation politique est sous influence, il ne faut pas ôter à l'individu sa capacité de libre-arbitre. Il faut distinguer constat statistique et comportement individuel. La géographie électorale donne aux espaces une logique générale de comportement politique : si un individu vit en Vendée, alors il y a une forte probabilité qu'il vote à droite. Mais elle n'exclut pas qu'il soit de gauche. La géographie électorale éclaire sur des tendances générales, s'appuie sur des données statistiques objectives et n'est donc pas déterministe.

La migration ?

En général la migration correspond à un transfert de vote : un citoyen allant vivre à la campagne rêve à une nature idyllique et n'adhère pas aux revendications des agriculteurs considérant la campagne comme lieu d'exploitation agricole.

Mais, le nouveau contexte de vie modifie le comportement politique notamment selon l'importance des phénomènes politiques de la région d'origine ou d'arrivée. Un individu élevé à Paris et partant vivre dans une zone industrielle sinistrée deviendra plus sensible aux revendications ouvrières.

Régionalisation : intérêts politiques VS comportement insulaire ?

L'abstention est marquée dans les DOM-TOM, en Corse. Ce n'est pas toujours contestataire : les DOM TOM ont majoritairement voté oui en 2005.

Sans doute y a-t-il un rapport différent dans ces zones aux problèmes politiques classiques (ex. chômage) : c'est une question de géographie politique incluant des facteurs historiques et culturels anciens.